

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La régionalisation pour dynamiser les Etats

par Pierre Hillard, Paris*

hd. L'article ci-dessous montre qu'en se cachant derrière des slogans comme «structures fédérales» ou «davantage de pouvoir pour les régions», l'UE a des visées centralistes. Il s'agit d'aplanir les différences nationales, également dans le système bancaire. Pour Pierre Hillard, les attaques contre la Suisse font partie de cette politique de Bruxelles et de Washington. Les attaques de Peer Steinbrück obéissent à une conception transatlantique du pouvoir qui a pour objectif de détruire la diversité et d'établir un contrôle centralisé.

Le principe de régionalisation en Europe va bien au-delà d'une simple réorganisation du vieux continent. En fait, il s'agit d'octroyer des pouvoirs politiques, économiques et financiers aux régions, ces dernières traitant directement avec les instances bruxelloises. Ce phénomène est dû aux volontés politiques allemandes qui ont su insuffler ces mesures dans le cadre de la construction européenne. Comme le rapporte le professeur en sciences politiques, Rudolf Hrbek dans la revue «Documents, revue des questions allemandes»: «Le point de départ de cette nouvelle série d'initiatives fut la résolution de la conférence des ministres-présidents d'octobre 1987 à Munich, où fut fixé comme objectif une Europe aux structures fédérales. Deux ans plus tard, les ministres-présidents des Länder créèrent un groupe de travail de leurs chancelleries d'Etat en lui commandant un rapport sur la position des Länder et des régions face aux développements futurs de l'Union européenne».

Tous ces travaux ont trouvé leur impulsion grâce à l'action du gouvernement du Land de Basse-Saxe en 1996. A l'époque, dirigé par le ministre-président Gerhard Schröder, le député socialiste du Land de Basse-Saxe, Peter Rabe, est à l'origine de l'élaboration de la recommandation 34 (1997) du CPLRE (Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux d'Europe). C'est ce document qui autorise une recomposition politique de l'Europe. Le principe en lui-même est simple. Il s'agit d'octroyer le maximum de pouvoirs aux régions, celles-ci traitant de plus en plus avec l'Union européenne (UE) au dépens des Etats. Dans cette construction, l'élément intermédiaire, en l'occurrence l'autorité nationale, est complètement court-circuité. Ce principe poursuit l'objectif de démanteler les Etats au profit d'une Europe des régions, plus exactement d'une Europe des eurorégions. La création de ces dernières consiste à mettre sur pied des entités territoriales rassemblant plusieurs régions de différents pays. C'est le cas de l'eurorégion Alsace/Pays de Bade ou encore Pyrénées/Méditerranée.

Cette politique conduit à déstructurer les Etats européens afin de les broyer. Il va de soi que des pays n'appartenant pas encore à l'UE comme la Suisse doivent tôt ou tard entrer dans la danse. Comme le rapporte René Schwok, titulaire de la Chaire Jean Monnet à l'institut européen de l'université de Genève, la Suisse subit déjà l'attraction de Bruxelles. Il souligne avec satisfaction que les lois suisses sont à près de 50% issues des directives européennes. Cette évolution est logique. En

effet, compte tenu de la volonté de créer un bloc européen unifié selon un modèle unique, il s'avère nécessaire de faire rentrer tous les Etats dans le même moule dans tous les domaines. Les attaques du ministre allemand des finances, Peer Steinbrück, à l'égard de la Suisse entrent dans cette volonté de casser le particularisme bancaire suisse afin de mieux l'absorber dans un cadre régi par les mêmes lois.

L'objectif officiel qui consiste à faire la guerre aux paradis fiscaux est le prétexte pour essayer d'abattre un modèle qui échappe aux euro-lâtres de Bruxelles. Dans cette volonté d'assujettir le modèle helvétique, Peer Steinbrück se garde bien de condamner la maison mère contrôlant la plupart des paradis fiscaux ... la city de Londres. Comme c'est étonnant. Cette caractéristique est à relier à la volonté d'intégrer toute l'Europe à un vaste bloc euro-atlantique qui doit, théoriquement, voir le jour en 2015.

Dans cette immense restructuration politique, économique et financière, il est nécessaire d'uniformiser l'ensemble. N'oublions pas que des échéances importantes se présentent devant nous: l'effondrement du dollar qui doit être suivi de la création d'une nouvelle monnaie dont le nom n'est pas encore officialisé (amero ou dollar nord-américain). La création d'un bloc nord-américain politique, économique et militaire (*North American Union*) réunissant Etats-Unis, Canada et Mexique dans le cadre du *Partenariat pour la Sécurité et la Prospérité* (PSP) doit voir le jour théoriquement en 2010.

Ce bloc devant s'associer à l'Union européenne afin de constituer en 2015 une «*Union atlantique*» pour reprendre l'expression du fondateur de la Paneurope, Richard de Coudenhove-Kalergi, doit impérativement contrôler les dernières niches fiscales et bancaires. Pour cela, la Suisse doit passer à la trappe et se fondre dans ce nouvel ensemble transatlantique destiné à constituer un pôle occidental unifié.

* Pierre Hillard, professeur en relations internationales à l'Ecole Supérieure du Commerce Extérieur (ESCE), auteur de «La Fondation Bertelsmann et la gouvernance mondiale», Paris 2009.



EAN13: 9782755403350

Le principe du cassis de Dijon met en péril la souveraineté alimentaire de la Suisse

par Reinhard Koradi

Selon la volonté du Conseil fédéral et du Parlement, l'agriculture indigène devrait être exposée à une concurrence encore plus forte. Certes le Conseil des Etats devra, lors de la session d'été (25 mai – 12 juin), revenir sur la question car lors de la session d'avril, le débat au Conseil national a laissé apparaître quelques divergences par rapport aux décisions du Conseil des Etats. Mais comme il ne s'agit pas de divergences fondamentales, on peut s'attendre à ce que la *Révision partielle de la Loi fédérale sur les obstacles techniques au commerce* soit adoptée par les parlementaires. Ce sont les citoyens qui auront le dernier mot. Ils devront se poser la question de savoir s'ils vont demander par référendum une votation populaire sur cette révision décisive pour la population suisse.

La loi sur

les obstacles techniques au commerce

Les obstacles techniques au commerce sont utiles pour protéger le peuple, l'Etat et l'environnement. Par conséquent, savoir s'il convient d'introduire ou de supprimer des mécanismes protecteurs est toujours une question politique. Ces obstacles touchent certes à des intérêts commerciaux – avant tout à ceux du commerce d'import-export, mais il ne faut en aucun cas les réduire à cet aspect économique. Ils cachent des questions politiques fondamentales en matière d'Etat, de sécurité, d'emploi et de santé publique. Et précisément dans le domaine sensible de l'alimentation – c'est de cela qu'il s'agit dans la révision de la loi – le débat doit être de nature politique et non commerciale. Aussi est-il tout à fait inacceptable de prétendre que le projet de révision est nécessaire dans la lutte contre l'«îlot de cherté suisse». Avec cette déclaration de guerre, on sacrifie aux intérêts commerciaux d'une minorité la protection de la population, des animaux et de l'environnement, le maintien des emplois et le droit des peuples à déterminer eux-mêmes la production, la transformation et la distribution des produits alimentaires, droit si nécessaire à notre époque.

Dans la propagande en faveur de l'adoption unilatérale par la Suisse du *principe européen du cassis de Dijon*, le Conseil fédéral promet aux consommateurs une réduction des prix des denrées alimentaires de l'ordre de 2 milliards de francs. Si elle avait vraiment lieu – ce qui, quand on connaît les mesures de libéralisation prises jusqu'ici – ne s'est jamais produit, cela réduirait le budget annuel des ménages suisses de quelque 200 francs par

habitant dans la mesure où ils n'achèteraient plus que les produits meilleur marché provenant des pays membres de l'UE et ceux des producteurs suisses qui auraient adapté leurs critères de production et de qualité à ceux de l'UE.

Tenir compte des recommandations du Rapport sur l'agriculture mondiale

Le *Rapport sur l'agriculture mondiale*, publié en avril 2008 et signé également par la Suisse, est sans ambiguïté sur les orientations futures de la politique agricole des pays. Il affirme tout d'abord que le libre échange agricole n'a pas apporté de solution au problème de l'alimentation et qu'il entraîne surtout les pays les plus pauvres dans la faim et la pauvreté. L'industrialisation de l'agriculture liée à la libéralisation des marchés a conduit à un épuisement des ressources et a privé les petits agriculteurs de leurs moyens d'existence.

En Afrique également, les Etats industrialisés et les multinationales agroalimentaires ont acheté de vastes terres afin de parer aux risques de difficultés d'approvisionnement dans leurs pays ou pour permettre aux multinationales d'optimiser leurs profits en misant sur la faim. Certes, les conséquences du sacrifice de l'agriculture dans les pays industrialisés peuvent encore être compensées par le pouvoir d'achat, mais uniquement aux dépens de ceux qui vivent dans les régions du monde les plus pauvres. Cependant qui sait si la crise financière et économique ne va pas nous rattraper et nous confronter bientôt à la faim et à la pauvreté?

En raison des résultats extrêmement négatifs de la politique agricole menée jusqu'ici,

Victime de la libéralisation, l'Argentine importe des produits alimentaires

L'Argentine – qui autrefois nourrissait le monde entier et était célèbre pour la qualité de sa viande de bœuf – ne peut plus nourrir sa population avec sa propre production. L'agriculture, autrefois garante du succès de son économie, fait face à une grave crise due à une mauvaise politique agricole. Une longue période de sécheresse, une baisse des prix et de la production due au pillage des ressources naturelles et aux méthodes industrielles de culture et d'élevage, ont détruit les fondements de l'approvisionnement et contraint le gouvernement argentin à frapper les exportations alimentaires de lourds droits de douane. L'approvisionnement insuffisant dû aux mauvaises récoltes et au nombre élevé de bovins morts doit être compensé par des importations.

Le *Rapport sur l'agriculture mondiale* demande un changement de cap radical, c'est-à-dire la multifonctionnalité (agriculture respectueuse de l'environnement remplissant également une fonction culturelle) fondée sur des petites et moyennes exploitations familiales (petites dans les régions les moins développées).

Dans l'intérêt de la sécurité et de la souveraineté alimentaires, il faut remplacer l'agriculture globale libérale par une production et un approvisionnement alimentaires à

Suite page 2

Sommaire

L'Administration US veut faire du Pakistan un Etat défaillant

page 3

«Chasse aux pirates» dans tout l'océan Indien?

page 4

En démocratie, le «non» irlandais reste un non

page 6

La guerre, 150 ans après Solferino

page 7

Quelle idéologie se cache derrière le programme de réintroduction du loup?

Une association de défense contre les grands carnassiers* veut protéger les troupeaux de moutons et l'économie alpestre

thk. Il y a quelque temps, l'organisation *Pro Natura* a commandé un sondage auprès de Suisses alémaniques et romands. A cette occasion, 72% des personnes interrogées se sont prononcées contre l'abattage des loups et des lynx afin de maintenir à un niveau constant le nombre de chamois et de chevreuils pour la chasse. Mais il serait erroné d'en conclure que les Suisses sont fondamentalement favorables à la réintroduction des grands prédateurs dans le pays. La forme de la question montre comment on manipule l'opinion.

La population urbaine se fait une image romantique des grands prédateurs car peu de gens se rendent vraiment compte des énormes dommages causés parmi les animaux d'élevage par un loup ou un lynx et quelle menace ils représentent également pour les humains. Le communiqué du 19 mai 2009 selon lequel, dans le nord de la Roumanie, un loup avait attaqué et grièvement blessé trois personnes nous laisse un sentiment mitigé. La nouvelle devient encore plus alarmante quand on sait qu'en avril dernier, un loup a été flashé dans le canton de Lucerne et que sa présence est ainsi devenue une évidence.

Jürgen Rohmeder, ancien pharmacien, actuellement éleveur de moutons, s'intéresse depuis des années à l'introduction du loup et à ses conséquences et il a découvert des faits intéressants.

Il voit dans la réintroduction des grands carnassiers comme le loup, l'ours et le lynx non seulement une lubie de quelques protecteurs de la nature mais également le résultat d'une évolution qui place l'animal au-dessus de l'être humain et veut ignorer la réalité. Ce sont les éleveurs dont les troupeaux sont les premières victimes d'un grand prédateur qui en subissent les conséquences. Jürgen Rohmeder n'est pas seul à s'investir contre les carnassiers: il dirige le secrétariat de l'Association pour la défense contre les grands carnassiers* qui compte des membres dans toute la Suisse.

Mais dans d'autres pays aussi des personnes concernées se sont rassemblées pour lutter contre une expansion insensée des populations de loups et de lynx. En Espagne, en France, en Italie et en Allemagne, il y a aussi des gens qui veulent mettre un terme aux activités douteuses de protecteurs d'animaux trop zélés.

Dans l'Accord sur la protection des espèces de 1979, le loup a été qualifié d'espèce menacée et on lui a accordé un statut spécial. Cela a permis aux protecteurs des animaux de réintroduire en Suisse le loup, plus tard aussi le lynx et finalement l'ours. Qu'est-ce qui se cache derrière ces mesures: une idée dingue, une vague de nostalgie ou autre chose?

Ecologie ou «écocratie»?

Dans sa brochure «Un loup contre cinquante moutons», Jürgen Rohmeder analyse le nou-

veau défi que représente déjà pour la population locale la réintroduction du loup en divers endroits.

Il parle d'une «écocratie» qui devient une «nouvelle idéologie reposant sur un système de pouvoir antidémocratique et incontrôlable». La «question du loup» doit «instaurer un signe de pouvoir [...] mais nulle part on n'a demandé au peuple de se prononcer sur la question de savoir si les loups devaient être réintroduits dans les terres d'élevage.» Cependant Rohmeder est loin d'être un adversaire de la protection de la nature ou de l'engagement écologique, mais il distingue clairement entre une écologie idéologique et une «écologie raisonnable» dérivée de l'éthique chrétienne, qui doit avoir pour objectif «que la Terre reste un espace de vie pour l'humanité pendant des dizaines de milliers de générations».

Le loup serait-il là pour «véhiculer» d'autres objectifs? C'est une question qui s'impose lorsqu'on l'étudie de façon approfondie. Ce qui frappe, c'est que la réintroduction du loup est encouragée à différents niveaux. Ainsi, le respect naturel face au prédateur devrait être remplacé par une image positive romantisée. Des livres d'enfants, des films qui représentent le loup comme un animal de compagnie doivent aider à améliorer fondamentalement l'image de cet animal dangereux et briser ainsi la résistance contre sa réintroduction. Ainsi, on a l'impression que les loups qui apparaissent de façon inattendue représentent des tentatives de tester l'attitude de la population. C'est le cas au Valais.

50 moutons pour un loup

Tout d'un coup, le loup était là. C'est ainsi que s'est présentée tout d'abord la situation pour la population valaisanne. Il est venu d'Italie et maintenant il est là; c'est ce qu'ont déclaré les milieux de la protection des animaux. Comme le loup doit être protégé, il ne peut pas être tué d'emblée mais, d'après l'OFEV (Office fédéral de l'environnement), seulement lorsqu'il a tué au moins 50 moutons. C'est un chiffre impressionnant. Et les éleveurs savent que ce ne sont pas seulement les dégâts matériels qui pourraient peut-être, dans le meilleur des cas, être réparés qui font mal, mais aussi la relation entre l'homme et les bêtes qui dépasse normalement l'aspect matériel. Dans la plupart des cas, le loup qui s'est introduit dans un troupeau de moutons tue plusieurs bêtes sans en avoir besoin pour se nourrir. En liberté, il lui faut beaucoup d'énergie et de ruse pour pouvoir tuer un animal sauvage. Lorsqu'il tombe sur un troupeau de moutons, il ne sait pas à quel mouton s'attaquer en premier et il arrive souvent qu'il en attaque 10, 20, 30, les blesse grièvement mais ne les tue pas, ne les dévore pas. Il attaque déjà la bête suivante. Le spectacle de

ces animaux agonisant que l'éleveur a devant lui le lendemain permet de douter sérieusement des arguments des protecteurs des animaux en faveur de la réintroduction du loup.

Des bergers qui ont subi plusieurs fois ce coup du sort réfléchirent à deux fois avant de continuer d'élever des moutons, et dans bien des cas, ils abandonneront leur profession, ce qui représentera une grande perte pour la diversité des espèces et sonnera le glas des soins apportés à l'espace cultivé.

Le loup est venu «sur quatre roues»

Retournons au Valais. Le loup apparu là-bas, qui a été tué suite aux dommages considérables qu'il avait causés, serait venu des Abruzzes. Cela voudrait dire que cet animal aurait parcouru des centaines de kilomètres, voire plus de mille. Il n'a certainement pas pris la voie directe le long de l'autoroute pour arriver au Valais en passant par le col du Simplon. L'animal a été vu pour la première fois près de la route assez fréquentée du Simplon. Après avoir tué l'animal, on l'a empaillé pour lui donner une «seconde vie». Quand on regarde l'animal, on s'aperçoit qu'il a des griffes assez longues qui n'ont pas été usées malgré le grand nombre de kilomètres qu'il est censé avoir parcourus. Sur quelles «semelles» l'animal est-il venu en Suisse? Pour beaucoup de Valaisans, il est de toute évidence venu sur «quatre roues», amené en voiture par des écoécologistes jusqu'à la frontière puis lâché et attiré en Suisse. Voilà comment on procède à cette réintroduction idéologique.

Cevio a refusé le parc naturel

Pourquoi veut-on réintroduire le loup au Valais, au Tessin et dans d'autres régions? Le projet existe depuis longtemps de dépeupler certaines vallées qui ne sont plus rentables d'un point de vue strictement économique. On voudrait les soustraire au contrôle de la population locale. Il faut probablement considérer le projet de parc naturel au Tessin dans ce contexte. Il est réjouissant de voir que le Conseil communal de Cevio a, lors de la récente votation, refusé ce parc naturel et qu'il a vraisemblablement donné le coup de grâce au projet. Là aussi, avec la création d'un parc naturel, beaucoup de pâturages et de terres cultivables auraient été perdus, si bien que l'agriculture, déjà pénible et limitée topographiquement au Tessin, n'aurait guère pu survivre.

Dans certains milieux de l'UE, le projet existe depuis longtemps, dans le cadre de la régionalisation souhaitée, de transformer la région du lac de Constance et la Suisse en une zone de détente et de loisirs pour les nantis. Pour cela on a besoin surtout de régions vides d'habitants qu'on puisse transformer en terrains de polo, de golf, en courts de tennis et en parcs d'attraction (Andermatt vous



ISBN 3-907624-37-8

saluer bien!), etc. Demandons-nous également dans quelle mesure on cherche à faire main basse sur les réserves d'eau de la Suisse convoitées depuis longtemps. Ce n'est pas exclu et il faut empêcher cela par tous les moyens. Sous prétexte de protection des espèces et de la nature, on place les prétendus besoins naturels des animaux au-dessus de ceux des humains et on fait manifestement le jeu des projets ci-dessus.

Encourager une agriculture de petites structures

Avec cette stratégie, la vie des paysans suisses, qui est déjà assez difficile aujourd'hui, surtout dans les régions de montagne, sera rendue tout à fait impossible. Or c'est justement cette agriculture des petites unités qui devrait, d'après le *Rapport sur l'agriculture mondiale*, être celle de l'avenir et cela dans le monde entier. En effet, elle est ancrée dans les régions et peut ainsi donner de meilleurs rendements parce qu'elle est plus écologique, qu'elle utilise moins de pesticides et d'engrais et qu'en même temps les transports peuvent être réduits raisonnablement. Cette forme d'agriculture permettrait de nourrir tous les hommes. Mais cette idée est contraire aux projets de l'OMC et de l'industrie biochimique qui veut, avec ses semences génétiquement modifiées, avec ses engrais chimiques et ses pesticides nouveaux, faire des profits démesurés. La Suisse, petit pays agricole, en pratiquant une agriculture de petites structures, pourrait être un exemple pour beaucoup de pays qui souffrent des conséquences de l'agriculture industrialisée et cherchent depuis longtemps une alternative.

Malgré tout l'amour que l'on peut avoir pour la nature et tout l'engagement dont on peut faire preuve en faveur de l'environnement, le loup n'a pas sa place en Suisse. Il a son milieu naturel dans des régions peu peuplées qui lui offrent assez d'espace et une nourriture naturelle. Il ne trouvera pas son espace vital en Suisse où depuis cent ans il n'a plus sa place. Les steppes de Russie et d'autres régions peu peuplées sont bien plus appropriées que les régions très peuplées de l'Europe centrale et occidentale. Il est étrange aussi qu'il soit toujours considéré comme une espèce menacée bien que sa population mondiale soit de 200 000 têtes environ et tende à augmenter. Il n'y a donc plus de raisons de le réintroduire ici. Il est évident qu'un autre motif se cache derrière cette réintroduction. •

«Le principe du cassis de Dijon ...»

suite de la page 2

caractère régional et local (autosuffisance). Au lieu d'une plus grande ouverture aux marchés, on devrait proposer au peuple suisse une politique agricole d'avenir qui tienne compte des conclusions du *Rapport sur l'agriculture mondiale* et donne un contenu aux notions de sécurité et de souveraineté alimentaires. Cela signifie que la Suisse utiliserait les ressources naturelles du pays avant tout pour nourrir sa population et renoncerait à faire main basse sur les produits étrangers bon marché (et à détruire les structures de production naturelles). Le développement de l'autosuffisance traduit en même temps notre solidarité envers ceux qui souffrent de la faim. Cependant, nous ne pourrions assurer l'autosuffisance que si dans notre pays les paysans, les transformateurs de produits et les entreprises situées en amont ont de réelles perspectives qui reposent fondamentalement sur un réseau de production et de distribution constitué de petites structures. C'est pourquoi, en Suisse, la protec-

tion et l'entretien de ces structures naturelles de production, de distribution et de logistique constituent la première des priorités. En politique agricole, il ne peut jamais s'agir de «produire au meilleur marché».

Il s'agit plutôt de protéger les structures de production et de préserver, voire de développer les normes de qualité et de sécurité.

En adoptant de manière unilatérale le principe du cassis de Dijon, la Suisse s'engage non seulement dans une voie de négociation fâcheuse avec l'UE. Elle court également le risque sérieux de perdre sa souveraineté alimentaire. Ce n'est vraiment pas une option d'avenir pour notre pays.

Pourquoi pas plus de travail manuel en agriculture?

Ceux qui ont déjà travaillé dans une exploitation agricole connaissent le dur labeur de nos paysans et paysannes. Tous les moyens techniques contribuent à alléger ce travail et doivent être utilisés. Cela vaut également pour les entreprises en amont et en aval. Mais pourquoi l'homme ne pourrait-il pas remplacer les ma-

chines quand cela permet de respecter l'environnement, d'améliorer le bien-être des animaux et de réduire le déséquilibre entre le volume de la production et la demande? Dans la production alimentaire, il y a toujours du travail. Elle représente un secteur économique où les emplois – la plupart du temps répartis entre des petites et moyennes entreprises – sont à l'abri des crises. Mais cela uniquement aussi longtemps qu'elles ne sont pas exposées à une concurrence destructrice et au processus de rationalisation qui en résulte. Du point de vue de l'économie et de la politique de l'emploi, il vaudrait la peine de se demander si les chômeurs, dont le nombre augmente, ne pourraient pas être employés judicieusement dans la production et la logistique de l'approvisionnement alimentaire. Ce serait un moyen de créer des emplois utiles et proches de la nature, mais il faut pour cela que les structures soient encore opérationnelles et que nous attribuions moins d'importance aux prix les plus bas qu'à notre qualité de vie (au sens général du terme) et avant tout à celle des habitants des pays moins développés. •

* Association pour la défense contre les grands carnassiers, Secrétariat: J. Rohmeder, Bielstr. 2, 3982 Bitsch, Tél.: +41 27 9274241 Fax: +41 27 9274246

L'Administration US veut faire du Pakistan un Etat défaillant

Des interventions extérieures intensifient les tensions à la frontière pakistano-afghane

par Rashid Zubair

Lorsqu'il y a plus d'un an le gouvernement *Musharraf* est tombé, beaucoup de Pakistanais espéraient voir s'ouvrir une nouvelle ère politique – un espoir amèrement déçu.

L'une des principales raisons de l'impopularité du gouvernement *Musharraf* était son proaméricanisme et la destitution du juge suprême du Pakistan, *Iftikhar Chaudhry*.

Mais le gouvernement actuel n'a pas davantage respecté le mandat populaire, il a même pulvérisé tous les records de docilité envers les Américains. Le gouvernement du PPP (*Pakistan Peoples Party, Parti du peuple pakistanais*) est allé jusqu'à envoyer des blindés et des avions contre son propre peuple dans le Nord du Pakistan, ce que même *Musharraf* n'avait pas osé faire quand il était au pouvoir. Le feu vert aux attaques de drones qui ont coûté la vie à des centaines de Pakistanais est à mettre au compte du PPP. Selon les déclarations officielles et celles des Américains, des combattants d'Al Qaïda auraient été tués, mais cela n'a pas été prouvé. Et même si c'est exact, c'étaient des gens tellement insignifiants qu'ils ne figureraient pas sur les listes du FBI.

Selon des informations d'origine américaine, les drones sont partis du territoire pakistanais, ce que le Ministère pakistanais de la Défense confirme, alors que celui des Affaires étrangères le conteste. Ces contradictions ont ébranlé la confiance de la population dans le gouvernement du PPP. Avant même l'escalade de la violence au mois de mai, environ 12 000 Pakistanais, tous des civils, ont perdu la vie dans des attaques pakistanaises ou américaines.

Et, toujours avant cette escalade, on comptait 800 000 réfugiés de l'intérieur, pour



la plupart insuffisamment pris en charge. L'extension du conflit a fait du drame des réfugiés une véritable catastrophe.

Le Président *Zardari* a obtenu tous les pouvoirs spéciaux, entre autres le droit

de dissoudre le Parlement quand bon lui semblera.

D'une part des millions de Pakistanais sont victimes de l'augmentation du prix de l'énergie et des prix en général, d'autre part

Est-ce là le nouveau monde promis par Obama?

ds. Sous la pression des USA le gouvernement fantoche d'Islamabad a commencé à bombarder la vallée de Swat ainsi que les districts voisins de Dir et de Buner. Les attaques aériennes ont déclenché un exode massif. Selon le *Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies* (HCR) plus d'un million de civils fuient déjà les bombardements.

Derrière les «annonces de succès» faisant état de la mort de combattants talibans se cache en réalité des victimes civiles. La partie la plus énergique de la population cherche à s'abriter par la fuite aux lâches bombardements de haute altitude, dont les victimes sont au premier chef des femmes, des enfants, des malades et des vieillards.

le Pakistan ne compte pas moins de 60 ministres. On essaie de satisfaire tous les partenaires de coalition et camarades de parti aux frais du peuple.

La situation dans la vallée de Swat

Les médias occidentaux avaient longtemps laissé entendre que le gouvernement pakistanais avait laissé la vallée de Swat aux Talibans, mais ce n'est pas tout à fait exact. Pour bien comprendre la situation, il faut en connaître la genèse. Jusqu'en 1969 Swat jouissait d'une administration autonome de juridiction islamique (*charia*). La population en était satisfaite car les décisions rendues étaient rapides et équitables. Après son incorporation au Pakistan [par la dissolution de l'Etat princier en 1969, NdR] Swat ne disposait plus d'aucun système juridique fonctionnel.

En 1989 le mollah *Soufi Mohammed* demanda le rétablissement de la *charia*,

soutenu en cela par une grande partie de la population. Son mouvement n'était pas militant et il survécut à deux gouvernements pakistanais successifs. *Soufi Mohammed* vint en aide à deux gouvernements laïcs en convainquant des groupes armés, eux aussi partisans de la *charia*, de ne pas prendre les armes contre les forces de sécurité gouvernementales. Il a obtenu des militants la libération de précieux otages et contribué à faire lever le blocus sur des axes routiers et des aéroports. A ces deux occasions on lui avait promis en échange de rétablir la *charia*, des promesses non suivies d'effets.

Puis l'Afghanistan a été attaqué par les Américains et *Soufi Mohammed* s'y est rendu pour combattre les occupants. A son retour,

Suite page 4

Les petits Etats doivent agir en toute indépendance

par Christoph Pfluger

En quelques mois, un instrument juridique de la mafia s'est établi de plein fouet dans le droit international public. Si la notion de «liste noire» ne figure pas dans les documents officiels de l'OCDE, les politiciens déterminants l'ont employée sans vergogne; les auteurs du crime, pour lui donner l'aspect de l'inéluctable, les victimes, pour justifier leur désarroi face aux électeurs. Aucun politicien n'a indiqué qu'il n'y avait pas de «listes noires» en droit international public, ni qu'il ne saurait y en avoir. C'est ainsi que ces listes ont exercé les effets souhaités.

A quelle sorte d'institution juridique correspond donc une «liste noire»? L'instrument est propre aux organisations criminelles clandestines qui, sans constitution génèrent un droit peu transparent sans procédure ordinaire, prononcent un jugement sans motifs, font exécuter la sentence par quelque puissance occulte. Accusés, juges, normes pénales et ampleur de la peine demeurent vagues. La seule certitude est qu'il n'y a pas de pardon.

Ainsi sont violées presque toutes les règles de l'Etat de droit et du droit international. Malgré cette énormité, les grandes puissances ont commencé à opérer par «listes noires» et les petites ont cédé sur toute la ligne à cette menace – un processus qui laisse songeur.

La «liste noire» de ces dernières semaines se caractérise – ce qui lui est propre – par quelques moutons noirs et non par l'énumération de tous les Etats qui pourraient être accusés à bon droit de ne pas coopérer suffisamment en matière fiscale internationale. Le 3 avril, le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, *Jean Asselborn*, s'est indigné, à *Deutschlandfunk*, de cette liste sur laquelle les «paradis fiscaux» britanniques et chinois faisaient défaut. Cette liste reflète le boniment débité depuis des mois dans l'Union européenne, où tout est concentré sur la suprématie des grands et de quelques-uns de leurs vassaux.

La déclaration du ministre allemand des finances avouant, après la victoire, qu'il n'y

avait jamais eu de «liste noire», change peu à l'affaire. Cela souligne uniquement le manque de transparence de cette procédure.

Par son regard sur la Suisse qui en fait une horde d'Indiens que la cavalerie doit remettre à l'ordre, *Peer Steinbrück* a souligné combien l'Etat de droit était foulé aux pieds par des bottes noires. Visiblement, ses connaissances en histoire sont trop lacunaires pour concevoir que l'extermination des Indiens, notamment par la cavalerie des Etats-Unis, fait partie, avec ses 17 millions de victimes, des plus grands génocides de l'histoire. Une comparaison des plus malencontreuses, mais aussi un symbole vigoureux qui reflète la forme des protagonistes évoluant aux étages supérieurs des grandes puissances. Il n'est guère possible de s'exprimer plus clairement que *Franz Müntefering*, président des sociaux-démocrates allemands: «Jadis, on faisait charger la troupe dans cette situation.» Ce qui signifie que c'est déjà guerre. Pour l'emporter, il faut savoir tout d'abord *quels partis* sont impliqués, *de quoi il s'agit* et quelle est la *ligne actuelle du front*.

Les partis: d'un côté les hommes et compagnies qui créent des valeurs réelles par innovation et travail, de l'autre le secteur financier, qui, à partir de la monnaie, valeur virtuelle en principe, veut faire davantage de monnaie. Un instrument figure alors au premier plan: la création de nouvelle monnaie par le crédit. Pour ce faire, on a besoin de banques centrales, qui créent la monnaie, d'Etats, qui peuvent recourir aux contribuables en tant que garants en dernier ressort, et d'un secteur financier qui met les instruments à disposition pour créer des valeurs ajoutées virtuelles dans des bulles toujours nouvelles. Depuis que la crise financière a éclaté, nous ressentons de manière draconienne les limites de ces valeurs virtuelles. Le problème causé par ce processus: tout à coup, il devient clair que les valeurs réelles sont insuffisantes par rapport aux valeurs virtuelles.

De quoi il s'agit: la création de monnaie au moyen du crédit prend fin quand les grands

créanciers, telle la Chine, ne croient plus que les promesses de paiements seront honorées, quand la monnaie ne jouit plus de la confiance du public et qu'elle perd ainsi sa valeur. Celui qui, lors de cette épreuve de force prévisible, dispose des valeurs réelles, à savoir de l'infrastructure, des terrains et des moyens de production notamment, a gagné. Celui qui possède des valeurs virtuelles, telles que de la monnaie, des papiers-valeurs et des droits de rente, a perdu.

Dans cette danse des fauteuils, il s'agit donc de maintenir aussi longtemps que possible le statu quo, malgré les problèmes de bilan insolubles des Etats et des établissements financiers déterminants, afin de canaliser la transformation de valeurs virtuelles en valeurs réelles. Dans ce but, les flux financiers internationaux doivent être soumis au contrôle de l'élite financière mondiale. Les Etats ne décideraient plus eux-mêmes à quels amortissements ils procèdent et comment ils entendent surmonter la crise, mais s'en remettraient aux grands garçons de New York et de Londres, ainsi qu'à leur exécutant, le *Fonds monétaire international*. Celui-ci déterminera désormais quels Etats bénéficieront de l'ouverture du robinet monétaire et lesquels seront exclus de son utilisation.

Ainsi évolue le front: l'automne dernier, le cas de *Lehman Brothers* a démontré symboliquement que même des joueurs éprouvés n'étaient plus ménagés dans cette phase. C'est maintenant au tour des Etats qui ont soutenu le système jusqu'à maintenant, tout en maintenant une certaine indépendance: le Luxembourg, l'Autriche, la Suisse et d'autres seront remis à l'ordre ou exclus grâce aux listes noires et grises. Ces Etats sont peut-être un peu moins embourbés dans la crise financière internationale que les grandes puissances monétaires fraternelles des Etats-Unis et de Grande-Bretagne ainsi que leurs vassaux, mais le sont assez pour empêcher une action indépendante.

Que faire dans cette situation inconfortable? Tout d'abord, les petits Etats devrai-

ent insister vigoureusement pour faire passer la gestion de la crise financière des clubs informels – tel le G20, qui exercent seulement des pressions, mais ne peuvent appliquer aucun droit, car ils n'en ont aucun et ne peuvent en fixer aucun – aux organes de l'ONU, où pour le moins l'Assemblée générale peut élaborer un droit avec une voix par Etat. Même si cela ne convient pas aux grandes puissances financières, c'est la voie adéquate en droit international. Ce que la CNUCED (*Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*) pense des mesures du G20 a été exprimé nettement par *Heiner Flassbeck*, son économiste en chef. Les paradis fiscaux «n'ont rien à faire avec la lutte contre la crise financière», a-t-il déclaré et, à Londres, il n'a pas été question le moins du monde «de fermer le casino, de dire: fin des spéculations de change, fin des spéculations sur matières premières, fin des spéculations sur actions financées à crédit».

Par ailleurs, les petits pays devraient accélérer par leurs propres moyens la transformation de valeurs virtuelles en valeurs réelles et pratiquer une prévention active de la crise en vue du moment où s'écroulera la base de valeur virtuelle de la monnaie de compte et de réserve, le dollar. Une telle stratégie aurait l'avantage, outre d'être visiblement utile à la population, de poursuivre l'objectif stratégique de toute guerre, à savoir de rétablir la capacité d'agir en toute autonomie. Si les gouvernements sont en mesure de se tirer par eux-mêmes du bourbier dans lequel ils se sont enlisés est une autre question. Pour ce faire, il faudrait être un *Münchhausen*, qui n'était pas exactement le genre d'homme le plus digne de confiance pour opérer en matière de crise.

Source: www.zeitpunkt.ch

Le texte est tiré de la revue *Zeitpunkt*, qui paraît depuis 17 ans en Suisse et s'adresse «aux optimistes intelligentes et aux sceptiques constructifs». Depuis des années, elle publie des textes sur l'instabilité de notre système monétaire, et son opinion est largement corroborée par les faits.

(Traduction *Horizons et débats*)

«Chasse aux pirates» dans tout l'océan Indien?

Un conflit militaire rampant

Depuis trois semaines, des informations et des rapports sur «les pirates» inondent à nouveau le monde médiatique: de prétendues nouvelles «attaques» menées par les pirates et une participation devenue maintenant incompréhensible de différents Etats à la poursuite des pirates occupent le lecteur. Outre les rapports sur les actions de libération ratées, la discussion à propos d'une participation à la chasse aux pirates avive les esprits. Quels coups géostratégiques pourraient bien se cacher maintenant derrière ce mot-clé «chasse aux pirates»? Quelques absurdités sautent aux yeux.

RI. A peine les USA et l'UE s'étaient-ils mis d'accord pour chasser les pirates devant la Corne de l'Afrique avec un grand déploiement de l'armée maritime, que soudain les attaques des pirates ont augmenté massivement. On est presque tenté de constater que plus il y a des chasseurs de pirates, plus il y a des pirates, pourtant cela devrait être en fait l'inverse. Apparemment, la chasse aux pirates n'a rien à voir avec les pirates car sinon, ceux-ci auraient dû être éliminés en peu de temps après le déploiement international massif de la Marine. *Horizons et débats* avait déjà auparavant attiré l'attention sur le fait que dans cette prétendue chasse aux pirates, il ne s'agit pas réellement de pirates, mais du contrôle sur la voie maritime internationale devant la Corne de l'Afrique et de la saisie géostratégique de l'Afrique même. Apparemment, cela ne s'arrête pas là.

Les objectifs géostratégiques sont évidents quand on observe la manière dont la mission «chasse aux pirates» prend de l'ampleur. Au début, la mission était limitée à la côte somalienne. Maintenant, les ministres de la Défense de l'UE ont approuvé l'élargissement de l'intervention de la Marine. Les 13 bâtiments

de guerre européens patrouillant actuellement doivent maintenant élargir leur activité dans l'océan Indien jusqu'aux îles des Seychelles. Dans une déclaration commune, les ministres de la Défense et des Affaires étrangères ont exigé il y a deux semaines un «engagement permanent de l'UE». On a ainsi coupé court à l'espoir comme quoi l'intervention ne serait que de courte durée.

En outre, l'UE veut renforcer la coopération avec l'OTAN qui a également des vaisseaux de guerre patrouillant devant la côte somalienne et intensifier la surveillance aérienne. La France a exigé l'expédition de soldats et de navires supplémentaires. Le Secrétaire d'Etat à la Défense français *Jean-Maire Bockel* a déclaré à Bruxelles que c'est seulement ainsi que l'«Opération Atalanta» menée par l'UE peut devenir un «plein succès». Il veut un renforcement de «10 à 20%». Le commandant britannique *Philip Jones* a déclaré qu'on avait besoin de «centaines de bâtiments de guerre» et pas seulement des six ou sept frégates de l'UE. Outre l'Allemagne et la France, l'Espagne, la Grèce et la Grande-Bretagne participent également à l'intervention dirigée par l'UE. A l'avenir, d'autres pays comme les Pays-Bas, la Suède, la Roumanie et des pays non-européens comme la Norvège et la Suisse doivent participer à l'opération «Atalanta» (*Spiegel Online* du 18 mai). En Allemagne, le Parlement doit encore approuver cette extension.

L'opération internationale sous la direction des USA coûte aux Etats participants beaucoup d'argent provenant des impôts – de l'argent qui n'est justement plus là aujourd'hui.

Pourtant, un aspect s'ajoute encore à ces réflexions géopolitiques – celui qui ne se rallie pas, perd du contrôle et de l'influence.

Apparemment, les chasseurs de pirates sont eux-mêmes des pirates contre lesquels on doit se protéger avec un propre contingent. Ainsi, le nombre des Etats participants augmente en permanence. Après que, entre autres, les USA, l'UE et finalement aussi la Russie, l'Ukraine et la Chine s'y sont joints, les Etats arabes et l'Iran ont été astreints à envoyer également leurs vaisseaux de guerre. Pourquoi? Une nouvelle de la *RIA Novosti* (20 mai) selon laquelle un bateau chasseur sous-marin russe, *Admiral Pantelejew*, escorté au large de la Somalie un convoi de cinq cargos russes, est révélatrice. Apparemment, les Etats sont contraints de protéger leurs propres navires. L'augmentation massive de «bateaux pirates» bien équipés en haute mer mène à de nouvelles conclusions. Il est certain que des pirates somaliens ne sont pas capables de repérer à quatre cent milles des côtes de manière ciblée des bateaux de commerce parmi les navires de guerre.

La zone devant la Corne de l'Afrique, une des routes maritimes les plus importantes du monde, est surveillée systématiquement déjà depuis octobre 2001 dans le cadre de l'«Operation Enduring Freedom» par les USA, l'Allemagne et d'autres Etats à l'aide de moyens de reconnaissance les plus modernes. L'opération est pratiquée par les forces maritimes internationales, en grande partie provenant des Etats de l'OTAN, et assemblées dans une association désignée comme *Task Force 150* (TF 150). Elles sont soumises au quartier général des forces maritimes du *US Central Command* (USNAVCENT) à Manama au Bahreïn.

Dans la politique internationale, un retournement a eu lieu. Au lieu que les Nations unies garantissent comme jusqu'à présent dans le cadre d'accords internationaux

la sécurité des voies maritimes et la mettent en pratique, le Conseil de sécurité s'est prononcé de manière impromptue en décembre, à l'initiative des USA, pour une solution militaire. Une solution civile et diplomatique n'a pas été prise en considération. La «*Neue Zürcher Zeitung*» a rapporté le 18 décembre 2008: «*La résolution 1851* du Conseil de sécurité, appelant tous les Etats «qui en sont capables» à participer à la lutte contre la piraterie. Cela doit se dérouler d'une part en employant des navires de guerre et des avions de combat, pour rendre inoffensifs tous les véhicules maritimes, les armes et les autres équipements des pirates. Le fait que tout cela puisse se dérouler en pleine mer au large des côtes, est incontesté. [...] La possibilité d'attaques aériennes sur le continent n'est cependant pas non plus explicitement exclue dans la version adoptée.»

Il est toujours admis en principe que: le problème des «pirates» serait rapide à résoudre. La Somalie n'a pas de garde-côtes et elle est depuis 19 ans sans gouvernement qui fonctionne. La communauté internationale devrait accepter un Etat somalien, garantir sa souveraineté et l'aider économiquement! De cette manière, on retirerait une zone de non-droit aux véritables pirates de Somalie. Un Etat somalien pourrait les combattre efficacement et les faire passer devant un tribunal le cas échéant.

On se frotte les yeux à la lecture des rapports sans réflexion critique des médias. Aucune question critique. Aucun commentaire critique. Le mot «pirate» suffit apparemment pour masquer la réflexion critique: une guerre pour la suprématie sur les océans a-t-elle déjà lieu? Les accords de droit international relatifs à l'utilisation des mers sont-ils devenus de la maculature? •

«L'Administration US veut faire ...» suite de la page 3

il a été emprisonné par le gouvernement de Pervez Musharraf. Il a été libéré en 2008, en signe de bonne volonté de la part du nouveau gouvernement, dirigé par l'ANP (*Awami National Party*).

Durant la captivité de Soufi Mohammed son gendre, un ex-liftier, prit les choses en mains. Il tenta d'imposer par les armes une administration parallèle dans la vallée de Swat, ce qui provoqua des mois de conflit avec les forces de sécurité nationales et fit beaucoup de victimes dans la population civile. Soufi Mohammed prit ses distances avec les actions menées par son gendre, mais ne put influencer le cours des choses. Le gouvernement du NAP pria alors Soufi Mohammed de rétablir la paix à Swat en échange de la réintroduction de la charia, que la population souhaitait aussi, comme l'ont montré les manifestations massives du 12 janvier 2008.

Soufi Mohammed promit en échange de désarmer les militants talibans, de rétablir l'autorité de l'Etat pakistanais et de ne créer ni administration ni juridictions parallèles. Depuis la passation de cet accord, la vie, à Swat, était revenue à la normale. Ecoles et bazars étaient ouverts et le quotidien avait repris son cours.

Les USA face aux Talibans: deux poids et deux mesures

L'OTAN et les USA montrèrent quelques réticences, mais le chef de l'ANP, *Asfan Yar Wali*, défendit cet accord et le gouvernement du district souligna qu'il était parfaitement légal. Le chef du gouvernement de district, *Hoti*, menaça de démissionner si Islamabad s'y opposait. L'ex-Premier ministre *Nawas Sharif* et le ministre de l'Intérieur sous Musharraf mirent en garde contre les conséquences désastreuses qu'aurait le non-respect des accords conclus. Le porte-parole de l'armée pakistanaise déclara que la situation à Swat évoluait de manière positive.

Beaucoup de Pakistanais ne comprennent pas le «deux poids, deux mesures» des Américains avec les Talibans. Quand les Améri-

cains négocient directement avec eux, c'est légal, mais si le gouvernement pakistanais en fait autant, c'est presque de la trahison.

Hamid Mir, journaliste pakistanais réputé, et collaborateur de *GEO*, la plus populaire des chaînes privées, a écrit le 23 février 2008 dans le journal *Jang*:

«Les villas de la famille princière de Swat sont vides et abandonnées, mais *Musrat Begum*, une veuve appartenant à la famille princière, vit avec son serviteur dans un coin du palais. Elle héberge des femmes sans abri et dans le besoin. On l'appelle «la mère de Swat». La charia ne lui fait pas peur. Ma conversation avec elle m'a laissé l'impression qu'elle était favorable aux talibans. Même chose pour *Ghulam Faroog*, l'éditeur du journal régional *Chamal*. Je lui ai demandé pourquoi la population de Swat était en majorité favorable aux Talibans et hostile à l'armée pakistanaise. Les talibans sont issus de la couche opprimée de la population, c'est-à-dire eux-mêmes. Les riches sont hostiles aux talibans, car ceux-ci font partie de la piétaille. L'étincelle qui a donné naissance à la rébellion contre les riches, qu'on appelle les «khawanines» (les nobles), date des années 70. C'est par crainte des troubles que l'administrateur de l'époque a rattaché Swat au Pakistan. Cette conversation m'a rappelé le roman, paru en 2003 qu'*Ahmed Bachir* a écrit sur Swat. On peut y lire, page 763: «Les pauvres de Swat sont prêts à combattre jusqu'à la mort. Quand leur lutte commença, des organisations apparaîtront d'elles-mêmes.»

Ahmed Bachir ignorait que cette organisation aurait pour nom «les talibans».

J'ai eu l'occasion de voir de mes yeux divers théâtres de combat. Bien que disposant d'artillerie lourde, de blindés et d'avions de combat, l'armée pakistanaise n'a pu venir à bout des talibans. La seule explication en est que les pauvres du pays étaient derrière les talibans. Les habitants de Swat en avaient assez d'injustices qui duraient depuis des années, la politique d'agression des Américains a jeté de l'huile sur le feu. Le mélange explosif de colère contre l'injustice et de haine contre les Américains a donné nais-

sance à un mouvement de résistance extrême.

Des agents étrangers camouflés en talibans

Ce qui précède apporte une des réponses possibles à la question des médias américains: «Comment se fait-il que 12 000 soldats pakistanais n'ont pu venir à bout de 3 000 insurgés?» On en trouve une autre dans les déclarations du major *Athar Abbas*, porte-parole de l'armée pakistanaise: «Derrière les troubles dans la vallée de Swat et les zones tribales voisines on trouve des services secrets étrangers qui arment et financent les extrémistes. Selon le journal *Jang*, des forces de sécurité pakistanaises ont arrêté dans les zones tribales 200 agents étrangers camouflés en talibans. Beaucoup de Pakistanais se demandent pourquoi on trouve 29 consulats de pays voisins dans la zone frontalière pakistano-afghane. Cela expliquerait aussi le grand nombre d'actes de cruauté imputés aux talibans. Il n'est pas exclu que nombre d'atrocités commises contre les forces de sécurité soient destinées à venger des proches, victimes de l'assaut contre la Mosquée Rouge ou des attaques pakistano-américaines.»

La majorité des Pakistanais ne considèrent pas la prétendue «guerre contre le terrorisme» comme leur guerre, mais comme une guerre américaine par procuration. Tant que le gouvernement pakistanais sera aux ordres des USA, il n'y aura pas de paix. Les Américains veulent déstabiliser le Pakistan. Le Pakistan doit être considéré comme un Etat défaillant, afin de pouvoir réquisitionner son arsenal nucléaire. L'armée US dispose déjà d'une unité spéciale pour cette tâche.

Swat a connu une brève période de paix. Par le passé on a souvent conclu avec les talibans dans différentes zones des accords de paix, anéantis ensuite par des «incidents». Maintenant la guerre, là-bas, s'est à nouveau déchaînée. On l'impute aux talibans, mais c'est ce qui se dit dans les cercles gouvernementaux, il n'existe pas de liberté d'information.

En admettant que les talibans soient les coupables, les victimes des opérations mili-

taires, elles, restent les membres de la population. L'introduction de la charia était demandée par la population, mais elle souhaitait que ce fût le fait du gouvernement et non des talibans. Le gouvernement ne voulait pas autoriser les talibans à établir une administration parallèle, mais la simple force des armes ne suffit pas à l'empêcher. Pour cela il faudrait une stratégie multilatérale et un consensus national, et malheureusement le gouvernement Zardari ne dispose ni de l'un ni de l'autre.

Les médias ont annoncé par exemple que «les talibans étaient aux portes d'Islamabad» ou que «des armes nucléaires pourraient tomber aux mains des talibans». C'est une bonne plaisanterie.

Il faut savoir que les talibans ne contrôlent que 3,4% du Pakistan. La population totale des zones tribales ne représente que 2% de la population pakistanaise et tous ne sont pas des talibans. Les 2,5 millions de gens qui peuplent les zones tribales – et ne sont pas tous des talibans – ne peuvent pas contrôler 157 millions de Pakistanais. Les Pakistanais n'accepteraient jamais un Islam tel que le veulent les talibans. Quant aux bombes atomiques, ce ne sont pas des pétards du Jour de l'An qu'on peut emporter dans sa poche. 80 ogives nucléaires nécessitent 70 000 hommes dont quelques milliers de scientifiques.

L'épouvantail taliban n'est qu'un prétexte. Les Américains visent tout autre chose. Une preuve en est que le général Musharraf dans les derniers mois de son gouvernement s'était plaint que l'ISI (services secrets pakistanais, ndt.) avait informé les USA des divers lieux où se trouvait *Baitullah Mehsud*, le chef des talibans, mais que ceux-ci n'avaient entrepris aucune action contre lui.

Le Ministre de l'Intérieur pakistanais a dit que les extrémistes étaient financés et armés par l'Afghanistan. Mais la question c'est: qui arme et finance les talibans en Afghanistan?

On ne peut pas être sûr de ce que les USA trament dans l'ombre. Mais une chose est sûre: c'est toujours la population qui paie l'addition. La force armée ne résoudra jamais les problèmes de cette région. •

(Traduit par *Michèle Mialane* et révisé par *Fausto Giudice*, www.tlaxcala.es)

La République fédérale d'Allemagne a 60 ans

Développer une base sociale solide pour la liberté, l'égalité et la fraternité

par Karl Müller

Ces jours d'aucuns fêtent les 60 ans d'existence de la République fédérale d'Allemagne et les 60 ans d'une Loi fondamentale [Grundgesetz] conçue à l'époque comme un texte provisoire.

Que tout le monde en Allemagne ne partage pas ces festivités tient moins au texte de cette Constitution toujours valable qu'à la situation actuelle du pays.

Il faut bien reconnaître, même si dans le cadre de cet article on ne peut entrer dans les détails, que beaucoup d'Allemands ont des doutes justifiés, quant au fait

- que la dignité de l'être humain est intangible et que tous les pouvoirs publics ont l'obligation de la respecter et de la protéger,
- que chacun a droit au libre épanouissement de sa personnalité,
- que tous les êtres humains sont égaux devant la loi,
- que chacun a le droit d'exprimer et de diffuser son opinion par la parole, par l'écrit et par l'image,
- que le mariage et la famille sont placés sous la protection particulière de l'Etat,
- qu'il est possible à tous les Allemands de se réunir paisiblement et sans armes et sans déclaration ni autorisation préalables,
- que tous les Allemands ont le droit de fonder des associations ou des sociétés,
- que le secret de la correspondance ainsi que le secret de la poste et des télécommunications sont inviolables,
- que tous les Allemands ont le droit de choisir librement leur profession, leur emploi et leurs établissements de formation,
- que le domicile est inviolable,
- que l'usage de la propriété doit contribuer au bien de la collectivité,
- que les persécutés politiques jouissent du droit d'asile,
- qu'il ne doit en aucun cas être porté atteinte à la substance d'un droit fondamental,
- que tout pouvoir d'Etat émane du peuple,
- que la République fédérale d'Allemagne est un Etat fédéral démocratique et social,



- que le pouvoir législatif est lié par l'ordre constitutionnel et que les pouvoirs exécutif et judiciaire sont liés par la loi et le droit,
- que pour l'édification d'une Europe unie, la République fédérale d'Allemagne concourt au développement d'une Union européenne qui est attachée aux principes fédératifs, sociaux, d'Etat de droit et de démocratie ainsi qu'au principe de subsidiarité,
- que la République fédérale d'Allemagne respecte les règles générales du droit international,
- que la République fédérale d'Allemagne s'abstient de tous actes susceptibles de troubler la coexistence pacifique des peuples et accomplis dans cette intention, notamment en vue de préparer une guerre d'agression,
- que les députés du Bundestag allemand ne sont liés ni par des mandats ni par des instructions et ne sont soumis qu'à leur conscience,
- que lors de leur entrée en fonctions, les membres du gouvernement et le président fédéral prêtent le serment suivant: «Je jure

de consacrer mes forces au bien du peuple allemand, d'accroître ce qui lui est profitable, d'écarter de lui tout dommage, de respecter et de défendre la Loi fondamentale et les lois de la Fédération, de remplir mes devoirs avec conscience et d'être juste envers tous.»

Qu'en est-il advenu de la République fédérale d'Allemagne, 60 ans après sa fondation? Est-ce une république dans le sens de *res publica*, c'est-à-dire l'affaire du peuple? Malheureusement pas! Il s'agit plutôt d'un Etat de restrictions, un Etat qui réduit de plus en plus les droits des citoyens, mais aussi les devoirs de ses «élites» politiques, économiques et sociales. C'est l'essence même du néolibéralisme; et cela particulièrement depuis le rattachement de la RDA, il y a 20 ans, qui n'a pas répondu aux attentes de ses habitants.

Que se passera-t-il dans les prochaines 60 années en République fédérale d'Allemagne? Encore plus de restrictions – destinées à étouffer les gens? Encore plus de «libertés» (autrement dit d'arbitraire) pour les élites?

Ou bien un retour vers les valeurs de base que sont la liberté, l'égalité et la fraternité? Mais cette fois-ci sur une base sociale solide. En effet, les idéaux n'ont rien perdu de leur valeur au cours des temps.

L'organisme *Deutscher Paritätischer Wohlfahrtsverband* (association allemande paritaire pour le bien-être) a publié, précisément dans la semaine des «festivités», un «Atlas de la pauvreté» pour toutes les régions du pays (www.armutsatlas.de). Les données sont officielles et viennent de l'Office fédéral de statistiques (Statistisches Bundesamt).

On estime, en Allemagne, qu'un ménage est pauvre lorsque son revenu n'atteint pas 60% du revenu moyen. En 2007, année où fut menée l'enquête, ce revenu moyen pour une personne se montait à 736 euros par mois, ce qui équivaut à 1100 francs suisses – pour toutes les dépenses indispensables. Lorsque le ménage comporte plusieurs personnes, ce chiffre diminue, en calculant par tête.

Contrairement à l'affirmation des politiques selon laquelle nous aurions tous vécu au-dessus de nos moyens, l'Atlas constate que la majorité de la population (!) – et pas seulement les pauvres – vivent en dessous du niveau qui permettrait la croissance économique.

2007 a été économiquement une «bonne» année. Et pourtant, il y avait déjà un clivage très important entre Länder riches et Länder pauvres, allant de 7,4% dans la région Schwarzwald-Baar-Heuberg du Bade-Wurtemberg à 27% en Poméranie occidentale. Notons que 27% des habitants de cette région, soit plus d'un sur quatre vivaient en 2007 déjà en dessous du seuil de pauvreté. Mais dans l'ensemble du Land le taux de pauvres était de 24,3%, et dans les autres Länder de l'Est il était d'environ 20%, contrairement à des Länder comme la Bavière ou le Bade-Wurtemberg où il était d'environ 10%, ce qui n'est d'ailleurs pas satisfaisant.

Suite page 6

Témoins du passé: avertissement pour le présent

Réflexions suscitées par le cimetière de soldats allemands de Davos

par Ewald Wetekamp

Pendant mon séjour à la «Clinique de haute montagne Davos», une institution internationale très bénéfique qui traite des maladies allergiques et non allergiques des voies respiratoires, des poumons, de la peau et des yeux, j'ai découvert un cimetière de soldats allemands sur le vaste terrain de la clinique. Comment est-ce possible? En Suisse neutre un cimetière de soldats allemands situé à une altitude de 1600m? Mes recherches ont pour résultat que les soldats qui y reposent étaient des membres de l'armée allemande atteints de tuberculose qui y furent envoyés à la fin de la Première Guerre mondiale pour se faire traiter. Ils espéraient échapper non seulement aux massacres horribles qui sévissaient sur les champs de bataille, mais aussi à la mort entraînée par cette maladie insidieuse.

Combien de ces soldats traités là-haut sous le climat curatif des montagnes de Davos furent guéris je ne peux pas le découvrir. Mais dans le cimetière, entourées par des murs en pierre sèche assez bas et cachées par des arbres centenaires créant une atmosphère de tranquillité, je compte 53 tombes de soldats. En outre il y a encore cinq tombes d'internés civils et celle de la famille du fondateur et donateur de cette clinique, *Ulrich Hermann Burchard*.

Monsieur Burchard, un marchand aisé de Hambourg, se rendit, vers la fin du XIX^e siècle, à Davos pour guérir sa maladie pulmonaire. Par reconnaissance, il créa la fondation «Deutsche Heilstätte in Davos» (sanatorium allemand de Davos). Le but de cette fondation était de traiter des personnes malades indépendamment de leur confession religieuse, leur nationalité ou leur origine sociale. Un souhait que, peu après, la Société des Nations fondée en 1920 a formulé à l'échelle politique.

Je suis plein de reconnaissance envers le fondateur et tous ceux qui ont rendu possible

le maintien et l'élargissement de ce lieu de guérison.

Au cimetière, mes yeux errent d'une pierre tombale à l'autre. Je lis les noms et les chiffres gravés dans les croix tombales en pierre. Personne n'avait atteint plus de 35 ans. Le plus jeune avait 20 ans. Peut-être que ceux qui étaient plus âgés, étaient déjà mariés et pères de famille. Les plus jeunes avaient des mères, des pères et peut-être aussi une fiancée. Tous ils devaient mourir des conséquences d'une nouvelle guerre insensée à laquelle ils auraient aimé échapper (29% de tous les soldats tombés malades sur le champ de bataille souffraient de lésions pulmonaires causées par les gaz toxiques ou étaient atteints de tuberculose). Qui ne préférerait pas l'amour de sa femme et de sa famille, de ses enfants et de ses parents à ce fléau de la guerre qui détruit les hommes, la civilisation et qui porte atteinte à la nature? Les effets de ces massacres se manifestent toujours dans les âmes des hommes et la nature. Combien de temps faut-il pour que ces blessures guérissent? Nous savons cependant que seulement deux décennies plus tard le monstre de la guerre fut à nouveau déchaîné.

Je reste un instant près des tombes, puis je continue ma flânerie et je me trouve soudain devant un mémorial en pierre couvert d'un toit et orné d'une plaque commémorative. Encore plongé dans ma réflexion sur l'absurdité de la Première Guerre mondiale et ses nombreuses victimes devant les restes desquels je me trouve, je lis sur la plaque commémorative les phrases suivantes: «Ici reposent les guerriers allemands morts dans un pays étranger hospitalier. Loin de la patrie, eux aussi, ils sont morts pour la patrie.»

Les larmes me viennent aux yeux et je suis pris de nausée: «... eux aussi, ils sont morts pour la patrie.» Je ne peux m'empêcher de

penser aux jeunes soldats que la crise économique actuelle a amenés à rejoindre l'armée allemande pour pouvoir assurer leur pain quotidien. Il y en a quelques-uns parmi mes anciens élèves qui ont, eux aussi, pris ce chemin-là. Quand ils risquent leur santé et leur vie en Afghanistan, dans un pays où la *Bundeswehr* n'a rien à foutre, mais rien du tout, eux aussi, ils doivent se faire dire que leur engagement sert la patrie et qu'ils défendent les intérêts allemands.

Bien sûr, j'aimerais être fier de ma patrie comme les Suisses peuvent l'être, mais je n'y arrive pas. Seul la conviction d'appartenir à la communauté des peuples et à la famille humaine qui, elle, ne souhaite rien d'autre que la paix, la liberté et la justice, me rassure et crée un lien avec tous ces humains honnêtes. Cela me console et me donne une perspective, une perspective qui me dit que les cimetières de soldats et les plaques commémoratives de ce genre pourraient appartenir au passé.

En finir avec ce «... morts pour la patrie» et ce que l'on ajoute d'habitude «... au champ d'honneur». Quelle sorte de patrie est-ce, qui sacrifie une génération après l'autre pour multiplier la puissance et le capital, l'influence et les privilèges? Qu'en est-il de cet honneur qui manque de tout respect de la vie?

Quelle en serait une perspective? Eh bien, pas besoin de réfléchir longtemps. Le sol où je me trouve, c'est le sol suisse, même si ce terrain appartient à une fondation allemande. La Suisse, respectant l'égalité de tous les citoyens et la dignité qui leur est inhérente en tant qu'êtres humains, a développé au cours du temps un modèle convivial basé sur le principe de la démocratie directe.

Seuls la réalisation de l'égalité en droit de tous et le respect de la dignité de tous aboutissent obligatoirement au statut de neutralité

comme principe déterminant de la politique étrangère. La neutralité en tant que paradigme de la politique étrangère signifie la renonciation à toute politique d'hégémonie. Pas de querelles, pas de tendances impériales, pas d'intervention guerrière. C'est le statut de neutralité qui oblige l'Etat de se concentrer sur ses véritables devoirs et à promouvoir le bien-être sous toutes ses facettes, soit sur son propre territoire soit à l'étranger.

En 1952, l'Allemagne avait encore la chance historique de devenir un Etat neutre selon les propositions de Staline. Cette chance a été ratée. L'intégration occidentale signifie «hurler avec les loups». Entre temps cela s'est développé en «hurler en tant que loup parmi les loups». Mais cela ne doit pas rester ainsi. Pourquoi pas la neutralité comme message de politique de paix à partir du sol allemand? Il s'agirait de la mise en œuvre concrète de la confession politique émise à la suite de la Seconde Guerre mondiale, à savoir «Plus jamais de guerre partant du sol allemand!».

Et cela, Monsieur *Steinbrück*, je vous le dis à vous et à vos auxiliaires exécutifs une bonne fois pour toutes: un démocrate honnête ne fait ni guerre ni razzia contre la population de son propre pays ou celle de ses voisins, comme vous le faites. Les hommes qui se pavent en seigneurs se flétrissent dans une *res publica*. Ils ne trouvent pas d'écho dans une démocratie. Et l'Allemagne dispose quand même de certaines racines démocratiques. Dans ce contexte je pense à la «Fête de Hambach», à toutes ces idées nobles de l'Assemblée de la Paulskirche qui ont été inscrites en 1848 dans la première constitution démocratique allemande, à la Loi fondamentale établie en 1949 qui formule et fixe des droits humains dans ses premiers 19 articles. Et bien sûr, je pense à la Suisse. ●

En démocratie, le «non» irlandais reste un non

Tracasseries et tentatives de manipulation de l'UE

par Titine Kriesi

En juin 2008, l'Irlande a dit non au traité de Lisbonne. Cet automne, les Irlandais doivent de nouveau s'exprimer par référendum. Peu respectueux de l'opinion des citoyens, les fonctionnaires de l'UE ne reculent devant aucune manipulation, tracasserie ou entourloupe. Comme s'il ne lui suffisait pas d'avoir déclenché, au moyen d'une lourde propagande qui coûte 2 millions d'euros et comprend une série de conférences données par des commissaires européens de haut rang, le gouvernement irlandais lui-même organise une tournée de propagande, dilapidant ainsi les deniers publics. Face à un taux de chômage qui augmente de manière vertigineuse, on essaie de manipuler l'opinion majoritaire par la promesse irresponsable selon laquelle le «oui» au Traité de Lisbonne permettra d'améliorer la situation économique et financière du pays. Les Irlandais doivent finir par comprendre que s'ils changent d'avis, tout ira mieux pour eux. Les mouvements citoyens de défense du «non» s'attendent, cette fois-ci, à des campagnes encore plus dures et plus malhonnêtes.

On sait que les chefs d'Etat et de gouvernement n'ont pas accepté le résultat du scrutin irlandais. Pour faire basculer la majorité irlandaise en faveur du «non», même l'Allemagne pro-UE n'a pas reculé devant les manipulations les plus primitives et les calomnies. On a, par exemple, traité les Irlandais de «colériques» (SPD) et l'ambassadeur d'Allemagne a brandi la menace, en cas de «non» réitéré cet automne, de «conséquences terribles». Voici le commentaire de Patricia McKenna, présidente du *People's Movement*: «Il est extrêmement arrogant de la part de l'Allemagne d'exercer ainsi des pressions sur l'Irlande pour qu'elle accepte un traité qu'elle n'a elle-même pas encore ratifié. La chancelière Merkel serait bien inspirée de se pencher sur les craintes authentiques de ses propres citoyens plutôt que de tenter d'intimider les Irlandais en les faisant voter à nouveau sur un projet qu'ils ont nettement rejeté.»¹

Malhonnêteté du gouvernement irlandais mobilisé contre la majorité du peuple

En effet, l'Irlande avait à peine refusé le Traité de Lisbonne que le Premier ministre irlandais Brian Cowen, de concert avec Sarkozy, Merkel et le président de l'UE Barroso, a tout de suite planifié un deuxième scrutin, se moquant ainsi de la volonté du peuple. Après que Bruxelles a fait payer aux contribuables européens une coûteuse tournée de propagande à travers toute l'Irlande, voilà que le gouvernement irlandais se met à plumer ses contribuables en vue de campagnes à la radio et sur Internet. Et cela bien que la *Broadcasting Complaints Commission* irlandaise ait accepté une plainte contre la Commission européenne et interdit la propagande gouvernementale en faveur du «oui» en la qualifiant de «propagande politique». Dépenser 500 000 livres sterling pour faire accepter aux citoyens un projet qu'ils ont déjà refusé représente une dilapidation scanda-

leuse des fonds publics, comme le confirme également Lou McDonald, députée au Parlement européen et vice-présidente du Sinn Féin.² Mécontent du verdict de son peuple, Cowen a entrepris, immédiatement après l'annonce du résultat du scrutin, une analyse de l'attitude des votants, projet profondément malhonnête d'un gouvernement malhonnête.

«Garanties» en faveur de l'Irlande, autre tromperie de l'UE

Face au Traité de Lisbonne, l'Irlande a exprimé des craintes quant à la politique fiscale, à son statut de pays neutre, à la militarisation, à la politique sociale et familiale ainsi qu'à la représentation équilibrée de tous les pays membres à la Commission européenne. C'est pourquoi Sarkozy avait l'intention d'offrir aux Irlandais un susucré avant le deuxième scrutin en leur accordant de solides garanties. Cowen a insisté à maintes reprises sur le fait que ces garanties, promises par les leaders de l'UE en décembre dernier, devaient être «solides» pour permettre de calmer l'opinion irlandaise.³ «Tout en respectant le fait que cela ne corresponde guère aux aspirations des autres pays membres de devoir ratifier le Traité de Lisbonne encore une fois, j'ai tenu, pour ma part, à préciser que le Traité de l'UE devait être complété à la prochaine occasion avec ces garanties juridiques.»⁴ Ce qui ne se fera pas, semble-t-il, sans poser des problèmes. Andrew Duff, membre libéral du Parlement européen, estime qu'un protocole spécifiquement irlandais comportant des garanties spécifiques est juridiquement impossible ou que du moins il faudra des années pour qu'il soit intégré dans les traités de l'UE. Une procédure comparable pour le Danemark a pris cinq ans. La plupart des observateurs européens pensent que les pays membres de l'UE n'accepteront pas, pendant de longues années, une nouvelle réforme du Traité.

Il faut en finir avec les pressions, les calomnies et les flatteries de l'UE

Dick Roche, ministre européen des Affaires européennes, est pourtant convaincu que la prise en compte des craintes irlandaises n'est pas un problème pour les 26 autres pays membres: «Une fois ces garanties fixées, au mois de juin, à la satisfaction de l'Irlande et des autres pays, le gouvernement irlandais pourra présenter à son peuple un paquet exhaustif de mesures qui tiennent compte des préoccupations les plus importantes quant au Traité de Lisbonne.»⁵ Pourquoi cette fébrilité, M. Roche? Puisque chacun sait que si l'on veut réussir quelque chose, il ne faut pas se presser. Roche déclare en pontifiant qu'il s'agira de tirer les leçons du «non» irlandais. La population irlandaise a pourtant, selon lui, manifesté un authentique intérêt pour l'idée bruxelloise et elle sera vraiment disposée à répondre de manière positive à ses projets aujourd'hui. Les Irlandais ont maintenant atteint un niveau supérieur de compréhension (sic!)⁶. Il ose conseiller à l'Irlande de prendre des mesures énergiques

Et c'est le jour même où le président américain dictait son plan de guerre à ses hôtes venus de Kaboul et d'Islamabad que le ministre allemand de la Défense assurait le ministre de la Défense pakistanais de son entier soutien. Selon le site Internet mentionné, «c'est tout de suite après ces entretiens que l'armée pakistanaise lançait une grande offensive dans la vallée de Swat, laquelle dure toujours et a pour objectif de vaincre militairement les insurgés. Le président pakistanais assurait récemment que l'offensive dans la vallée de Swat n'était que le début et qu'il fallait s'attendre à une guerre plus meurtrière.»

Voilà les conséquences pour une population aux droits toujours plus réduits et d'une élite de plus en plus «débarrassée» de ses devoirs: la pauvreté et la guerre.

A l'encontre de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

pour maîtriser ses finances, construire un système bancaire solide et améliorer sa compétitivité au sein de l'UE. Pour sortir de la récession, elle doit renforcer sa position au sein de l'UE. Le meilleur moyen est de voter «oui» puisque cela permettra de ratifier le Traité de Lisbonne. Ce n'est que grâce à l'aide de l'UE que l'Irlande s'est redressée, qu'elle a changé.

L'UE est de plus en plus dominée par un petit nombre de grands Etats qui créent une insécurité juridique. Tous les moyens leurs semblent bons pour faire en sorte que les Irlandais finissent par voter «oui». Les manipulateurs de l'UE faussent depuis longtemps le vrai débat, si bien que la plupart des 500 millions de citoyens européens, et d'autres également, n'ont aucune idée des véritables dangers que représente le Traité de Lisbonne: perte de la souveraineté face à des décisions centralisées, néolibéralisme, militarisme d'orientation UE/USA/OTAN, peine capitale. Ils ne savent absolument pas quels droits et libertés ils ont vraiment perdus et quelles promesses en l'air on leur fait.

Mouvement citoyen: non à la dimension militaire!

Il en va tout autrement de l'organisation pacifique irlandaise *Peace and Neutrality Alliance* (PANA) qui conçoit l'Europe comme un partenariat entre des Etats souverains et démocratiques sans dimension militaire (*Partnership Europe*). Le mouvement citoyen suédois *Folkrorelsen Nej till EU* (*Mouvement citoyen pour un non à l'UE*) se déclare solidaire du mouvement citoyen irlandais. Certains députés de différents pays européens s'opposent également au Traité de Lisbonne. Dans une lettre ouverte rédigée conjointement et intitulée *Le «oui» au Traité de Lisbonne signifie la fin de la démocratie*⁷, ils critiquent le Traité et encouragent la population irlandaise à voter «non» lors du prochain référendum. Et puisque les citoyens irlandais sont les seuls

Un mouvement citoyen exige de l'UE un protocole de neutralité

- L'Irlande ne participera ni à des décisions concernant la défense ni à leur application.
- L'Irlande ne s'opposera pas au développement d'une étroite collaboration entre les autres Etats membres.
- L'Irlande ne participera pas à l'adoption de mesures militaires ni au financement de leur application.

Source: *Kritiska EU-Fakta* n° 112, février 2009

citoyens européens à avoir le droit de s'exprimer, les signataires demandent aux Irlandais «de profiter de cette occasion et de voter pour nous tous».

Que va-t-il se passer si, cet automne, les Irlandais torpillent avec leur «non» le Traité de Lisbonne? Ce sera un coup mortel porté au Traité et Jochen Schulz, ancien lieutenant-colonel des forces aériennes de l'OTAN, aura eu raison de dire que «le Traité de Lisbonne n'était dès le départ qu'un enfant mort-né»⁸. Si l'UE se veut démocratique, le «non» irlandais mérite d'être accepté et respecté. Non c'est non.

¹ Extrait du communiqué du *People's Movement*

² *An Phoblacht*, 30/4/09

³ *The Irish Times*, 2/4/09

⁴ *ibid.*

⁵ *The Irish Times*, 5/5/09

⁶ *ibid.*

⁷ «*Irish Examiner*», 22/5/09. Ont signé la lettre ouverte Harry van Bommel, MP, Pays-Bas; Jeremy Corbyn, MP, Grande-Bretagne; Jean-Paul Lecoq, MP, France; Lars Ohly, MP, Suède; Paul Schäfer, député du Bundestag, Allemagne.

⁸ Lettre de lecteur de Jochen Scholz.

Eclair expérimental à Ingoldingen?

hd. Depuis qu'on a assisté, l'année dernière, en Suisse et en Allemagne, à des éclairs artificiels, il est temps de se demander ce qui s'est passé. Qu'est-ce que la machine à lancer des éclairs avait à faire au Säntis? Ya-t-il en Allemagne d'autres véhicules Teramobile, comme sur la photo de droite ci-dessous? A quoi servent-ils? Qui les exploite? Avec quelle permission et dans quel but? Le monde d'aujourd'hui souffre suffisamment de toutes sortes d'armes terribles pour que nous n'en inventions pas de nouvelles.

La foudre est tombée à Ingoldingen: 26 blessés. Le choc est profond à Muttensweiler, un quartier d'Ingoldingen dans le district badewurtembergeois de Biberach. Le samedi après-midi 2 mai, juste avant un match opposant deux équipes de football de jeunes, la foudre a fait 26 blessés dont 3 grièvement. Un jeune homme de 17 ans se trouve dans un coma artificiel mais selon la police, son état est stable.

Le lendemain, on ne voyait plus rien du mât de projecteurs sur lequel la foudre était tombée. «Tout à coup, il y a eu une détonation terrible et une lumière éblouissante, raconte le patron du foyer sportif du *SG Staf-*

flangen-Muttensweiler Charly Hänle, c'était indescriptible. J'ai pensé qu'il y avait eu une explosion dans la cuisine. Mais déjà les gens criaient: «Ils sont là, par terre!» Trois joueurs étaient grièvement blessés. 23 personnes légèrement. Un joueur de l'équipe adverse ne donnait plus signe de vie, son cœur s'était arrêté de battre et il ne respirait plus». Tout de suite, avec d'autres sauveteurs, Hänle a fait des tentatives de réanimation jusqu'à ce que le médecin arrive. «Tout s'est passé assez vite, a déclaré le pompier Thorsten Richter qui est également second président du *SG Staffflangen-Muttensweiler*. Lui non plus n'avait jamais vu pareille chose. Tout le monde s'accorde à dire que la foudre est tombée de manière tout à fait inattendue. Il y avait juste un petit nuage de pluie, pas un gros nuage d'orage. Le soleil brillait. Il bruinaut sur l'autre moitié du terrain. Tout à coup, il y a eu une détonation et une lumière éblouissante a illuminé le terrain.

Le jeune joueur qui lutte contre la mort faisait des exercices d'assouplissement sur une balustrade à côté du mât. «A ce moment-là, les autres joueurs ne touchaient pas la balustrade au bord du terrain» explique Hänle. • Source: *dpa* du 4/5/09

«La République fédérale d'Allemagne ...» suite de la page 5

Selon la Loi fondamentale, et il est bon de le rappeler, la politique doit se préoccuper d'assurer à la population des conditions de vie équitables dans tout le pays – on entend par-là qu'elles doivent être également bonnes, et non pas également mauvaises.

Le 22 mai, le site Internet *www.german-foreign-policy.com* publiait des informations sur l'extension sur le Pakistan de la guerre en Afghanistan. L'Allemagne y est également fortement impliquée. Cet article estime que «l'Allemagne contribue à l'escalade de la guerre au Pakistan par la fourniture d'armes, l'entraînement de soldats et de l'argent. [...] Des militaires allemands envisagent une intervention de l'OTAN, ce qui impliquerait l'Allemagne.»



La guerre, 150 ans après Solferino

Le CICR lance une opération de sensibilisation dont le pivot est une exposition de photos contemporaines

par Luc Debraine



Afghanistan

Les mines terrestres ont été utilisées sans discrimination en Afghanistan ces trente dernières années. Des centaines de milliers d'entre elles ne sont ni cartographiées ni découvertes. On estime qu'elles ont laissé quelque 100 000 Afghans handicapés, voire plus. (photo James Nachtwey/CICR/VII)



Liban

A Tripoli, le conflit oppose des milices, des sectes et des quartiers les uns aux autres. C'est une situation complexe qui a ses origines dans la guerre civile du Liban. Les derniers affrontements ont commencé début mai 2008, pour atteindre leur paroxysme en juillet et en août. Le conflit a éclaté à Beyrouth, où des membres de ce qui était alors le parti d'opposition ont affronté les loyalistes au pouvoir dans les rues de la ville. Les combats ont rapidement atteint Tripoli, mettant en danger quelque 150 000 habitants. (photo Franco Pagetti/CICR/VII)

Toutes les photos ont été mises gracieusement à notre disposition par le CICR.



Philippines

Sur l'île de Mindanao, un enfant joue devant le foyer temporaire de sa famille, dans un centre d'évacuation qui se trouve sur la ligne de front entre les forces gouvernementales et les combattants de l'opposition armée. Alors que certaines familles ont trouvé refuge dans des écoles et des bâtiments publics, d'autres vivent dans des conditions beaucoup plus précaires, dormant parfois sur des morceaux de cartons. (photo James Nachtwey/CICR/VII)

Il y a 150 ans, un homme d'affaires suisse, *Henry Dunant*, assiste à la fin de la bataille de Solferino, dans le nord de l'Italie. Le sort des soldats blessés, achevés d'une balle ou à la baïonnette, révolte Henry Dunant. Le Genevois décide de réagir: organisation impartiale, neutre et indépendante, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est lancé en 1863.

Le siècle et demi écoulé depuis Solferino est l'occasion pour le CICR de lancer une campagne internationale de sensibilisation à son action. Plus précisément, le CICR veut «rappeler à chacun la responsabilité qui lui incombe dans les efforts déployés pour atténuer les souffrances humaines». Le pivot de la campagne – intitulée «Notre monde. A vous d'agir.» – est une exposition de photographies qui a été lancée le 8 mai à Genève, puis dans plus de 40 pays dans le monde.

Le CICR s'est allié à l'agence VII, une coopérative de photographes parmi

les plus talentueux et les plus engagés du photojournalisme contemporain. L'idée était de se concentrer sur des pays pour la plupart peu médiatisés, encore en guerre ou pris dans l'effort considérable de s'extraire d'années de conflits et d'exactions. Les photojournalistes se sont rendus auprès de populations déplacées, de familles séparées par les combats ou des personnes qui viennent en aide aux blessés et traumatisés.

James Nachtwey est allé aux Philippines et en Afghanistan, *Franco Pagetti* au Liban et en Colombie, *Ron Haviv* en Haïti et en République démocratique du Congo, *Christopher Morris* au Liberia et *Antonin Kratochvil* en Géorgie.

Soigneusement légendées, les photographies de l'exposition se caractérisent d'abord par leur capacité à susciter la compassion. Non pas en étant insoutenables au regard, ou en esthétisant à l'excès

Suite page 8



Liban

Nahr al-Bared est un camp de réfugiés palestiniens dans le nord du Liban où, durant près de quatre mois en 2007, l'armée libanaise a affronté un groupe armé appelé Fatah al-Islam. Quelque 400 personnes sont mortes lors des combats: des soldats libanais, des combattants du Fatah al-Islam et des civils. La majeure partie de Nahr al-Bared a été détruite et la plupart de ses 40 000 habitants ont fui vers le camp voisin de Beddaoui ou ailleurs au Liban. Ils ont vécu pendant des mois dans des conditions souvent précaires. Les plus âgés des réfugiés palestiniens étaient souvent déplacés pour la deuxième ou troisième fois. Le camp est progressivement reconstruit, mais fin 2008, des milliers de ses habitants n'avaient toujours pas pu y revenir. (photo Franco Pagetti/CICR/VII)



République démocratique du Congo

Roger Bimael est un garçon de 17 ans qui a été séparé de sa famille et que sa mère pensait mort. Il a retrouvé ses proches grâce au CICR. Le respect de l'unité familiale est implicite dans l'idée de respect de la dignité humaine. Chaque année, le CICR et les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge aident des centaines de milliers de personnes (personnes déplacées, réfugiés, détenus et personnes portées disparues) à renouer des liens avec leur famille ou à découvrir le sort de leurs proches disparus. (photo Ron Haviv/CICR/VII)

«La guerre, 150 ans après Solferino»

suite de la page 7

la souffrance, mais en s'attachant avec une grande exigence formelle à préserver la dignité des enfants, des femmes et des hommes brutalisés par la guerre. Grâce au talent des membres de l'agence VII, l'exposition a une qualité d'ensemble qui sert son propos: montrer un peu d'espoir au cœur de la détresse. Tous les photographes engagés dans cette opération ont une longue expérience de la couverture des conflits. Ils sont parfois eux-mêmes d'anciens réfugiés, comme Antonin Kratochvil qui a quitté sa Tchécoslovaquie natale en 1967, à l'âge de 20 ans.

Outre cette forte exposition, l'opération «Notre monde. A vous d'agir.» du CICR prend la forme d'un site Internet très complet: www.ourworld-yourmove.org. Un livre d'archives photographiques du CICR, *L'Humanité en guerre*, paraît également en ce printemps.

Source: © Le Temps du 8/5/09

«Notre monde – En guerre» photographies de l'agence VII.

Espace SIG du pont de la Machine, Genève, jusqu'au 30 juin.

Lundi–vendredi 9–18 h,
samedi–dimanche 10–17 h.

Ainsi qu'en plein air du 31 août
au 20 septembre sur le quai Wilson,
à Genève.



Liberia

Le football pour amputés est une immense source d'espoir et de réconfort pour l'un des groupes les plus marginalisés du pays: les jeunes hommes. Ce sont, pour la plupart, des victimes de la guerre. Le fait que certains d'entre eux y aient participé ne fait qu'accroître l'opprobre que subit le groupe. «Quand vous leur demandez comment ils se sentaient après leur amputation, la plupart répondent qu'ils voulaient se suicider», dit Paul A. Tolbert, entraîneur principal de l'équipe nationale de football pour amputés. «La vie n'avait plus de sens pour eux. Le football leur rend espoir. Prenez par exemple celui qui a été nommé meilleur joueur lors de la dernière Coupe d'Afrique de football pour amputés. C'était un très bon joueur, mais il a perdu espoir lorsque sa jambe a été amputée. Quand je suis allé le recruter, je lui ai dit: «Tu peux le faire. Tu as encore une chance». Il a repris espoir et, en plus, il sait maintenant que ce qu'il ne pouvait pas faire – gagner une guerre quand il avait ses deux jambes – il le fait aujourd'hui sur une jambe.» (photo Christopher Morris/CICR/VII)

Courrier des lecteurs

Cessez d'attaquer la Suisse!

C'est une insolence, ce dont fait preuve M. Steinbrück, ministre des Finances allemand. Il s'attaque à la Suisse, au Conseil fédéral et à notre peuple. Même dans ses propres rangs, on n'est plus d'accord avec cet homme, à propos de cette affaire. Comme une vague incendiaire, ses déclarations ont été répétées, mais elles n'en sont pas devenues plus vraies.

Il serait franchement mieux qu'il avoue que l'Allemagne est près de la faillite et que l'économie a besoin d'argent pour rembourser ses dettes, au lieu de s'acharner sur le secret bancaire d'un Etat indépendant et souverain.

Doris Stutz, Zurich

Scandaleuse interdiction de variétés de pommes de terre – Le droit à l'alimentation est inaliénable

Jusqu'à présent, la Suisse était, en Europe, à la pointe quant à la sauvegarde de la diversité des plantes utiles. Avec l'interdiction récente de semences des espèces *Red Cardinal*, *Corne de gatte*, *Vitelotte noire*, *Roosevelt*, *Higland Burgundy Red* et *Patate Verrayes*, qui ne peuvent être ni cultivées ni vendues, la diversité de nos variétés de légumes est me-

nacée. Mais ce n'est que la partie visible de l'iceberg.

Si l'*Ordonnance sur les semences et les plants des espèces de grandes cultures et de plantes fourragères* du Département fédéral de l'économie était renforcée, 150 anciennes variétés de légumes pourraient disparaître du marché dès 2010. Ainsi 30 à 40% des varié-

tés qu'offre *ProSpecieRara* (Fondation suisse pour la diversité patrimoniale et génétique liée aux animaux et aux végétaux) seraient en danger.

Des contrôles préliminaires effectués par cette *Fondation* montrent combien les choses peuvent aller vite: 5 des 14 variétés déposées ont été refusées par la Confédération et ne peuvent plus être vendues.

Il est inadmissible que la Confédération exige de l'agriculture davantage de marché et édicte en même temps de nouvelles restrictions qui renforcent le monopole des multinationales semencières. Pourquoi est-ce que la Confédération exige des paysans de produire dans des niches novatrices mais leur interdit la culture de certaines variétés rares de pommes de terre? S'incline-t-elle devant les multinationales de l'agroalimentaire?

Dix multinationales semencières contrôlent aujourd'hui la moitié du marché mondial. Cette situation de monopole peut avoir de graves conséquences pour la sécurité alimentaire mondiale (crise des approvisionnements, hausse des prix).

L'explosion des prix alimentaires de l'année dernière nous en a donné un avant-goût. D'après l'ONG canadienne de défense de l'environnement *ETC Group*, de plus en plus de pays édictent, sous la pression des multinationales, des directives visant à interdire aux paysans de réutiliser leurs semences comme le veut la pratique traditionnelle.

Ces interdictions violent la *Convention sur la diversité biologique* que la Suisse a signée en 1992 et qui engage tous les pays à conserver la diversité des plantes et des animaux.

Les directives officielles de caractère totalitaire qui précisent ce que les paysans ont le droit de cultiver et la population de consommer constituent une atteinte intolérable aux libertés de la personne et au droit inaliénable à l'alimentation.

P. Aebersold, Zurich

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Nouveau:** Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction: reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «*Horizons et débats*, Zurich».